



## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHES PUBLICS DE SERVICES

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER  
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH  
191, av. du Doyen Gaston Giraud  
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N° Affaire : 25A0005

Objet de la consultation :

**Maintenance, entretien et extension des installations courants faibles pour les sites du CHU de Montpellier,  
établissement support du GHT Est-Hérault Sud-Aveyron**

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

**La procédure de consultation utilisée est la suivante :**

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique

**Date et heure limites de remise des offres : 31/03/2025 – 12 :00 :00**

**DEPOT DES OFFRES EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME  
DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) A L'ADRESSE SUIVANTE :**

**[https://www.marches-  
publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2714308&orgAcronyme  
=x7c](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2714308&orgAcronyme=x7c)**



## SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 -	DUREE DU MARCHE PUBLIC	3
2 - 1 -	DUREE DU MARCHE PUBLIC	3
2 - 2 -	RECONDUCTION	3
ARTICLE 3 -	DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC	3
3 - 1 -	TRANCHES	3
3 - 2 -	LOTS	3
3 - 3 -	PHASES	4
ARTICLE 4 -	PROCEDURE	4
4 - 1 -	TYPE DE PROCEDURE	4
4 - 2 -	DELAJ DE VALIDITE DES OFFRES	4
4 - 3 -	CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	4
4 - 4 -	MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION PAR VOIE ELECTRONIQUE	5
4 - 5 -	MODIFICATIONS DES DETAILS DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
4 - 6 -	COMPLEMENTS A APPORTER AU CAHIER DES CHARGES	5
4 - 7 -	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	5
4 - 8 -	UNITE MONETAIRE	5
4 - 9 -	MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT	5
ARTICLE 5 -	ESSAIS VISITES ET DEMONSTRATIONS	5
5 - 1 -	ESSAIS OU DEMONSTRATIONS	5
5 - 2 -	VISITE DES LOCAUX	5
ARTICLE 6 -	MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES	6
6 - 1 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX SOUS-TRAITANTS	6
6 - 2 -	DISPOSITIONS RELATIVES AUX GROUPEMENTS	6
6 - 3 -	PRESENTATION DES PLIS	7
6 - 4 -	CONTENU DES PLIS	7
6 - 5 -	ENVOI ET RECEPTION DES PLIS	9
ARTICLE 7 -	VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS	10
ARTICLE 8 -	EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES	11
ARTICLE 9 -	VARIANTES	12
9 - 1 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DES SOUMISSIONNAIRES (VARIANTES LIBRES)	12
9 - 2 -	VARIANTES A L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR (PSE OBLIGATOIRES OU FACULTATIVES OU SOLUTIONS ALTERNATIVES)	13
ARTICLE 10 -	ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC	13
ARTICLE 11 -	NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC	13
ARTICLE 12 -	ARTICLE 13 - RECOURS CONTENTIEUX	14
12 - 1 -	INSTANCES CHARGEES DES PROCEDURES DE RECOURS CONTENTIEUX	14
12 - 2 -	INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX	14

## ARTICLE 1 - ARTICLE PREMIER - ETENDUE ET OBJET DE LA CONSULTATION

Le marché porte sur les fournitures et/ou prestations de service suivantes :

**Maintenance, entretien et extension des installations courants faibles pour les sites du CHU de Montpellier, établissement support du GHT Est-Hérault Sud-Aveyron**

La consultation aboutira à un accord cadre à bon de commande avec montant maximum de 4M€. Le montant prévisionnel du marché s'établit à 2 000 000 d'euros hors taxes.

Les références à la nomenclature européenne (CPV) associées à la présente consultation sont les suivantes :

50330000-7 Services d'entretien de matériel de télécommunications

64200000-8 Services de télécommunications

32522000-8 Équipements de télécommunications

32523000-5 Infrastructures de télécommunications

Les références au code nomenclature du CHU applicables sont les suivantes :

63.05 Maintenance des équipements de réseaux de télécommunication

## ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHE PUBLIC

### 2 - 1 - Durée du marché public

Le présent marché public sera conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification si elle est postérieure.

La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée au 01/07/2025.

### 2 - 2 - Reconduction

Le marché est reconductible. Il sera renouvelé annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de quatre ans (période ferme comprise).

En cas de non reconduction, le titulaire du marché ou de l'accord-cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

## ARTICLE 3 - DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC

### 3 - 1 - Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

### 3 - 2 - Lots

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Le marché public est à lot unique.

Il se décompose comme suit :

**Composante 1** : Prestation de maintenance et d'entretien (comprenant la main d'œuvre) des installations de courants faibles du CHU de Montpellier (FORFAIT)

**Composante 2** : Fourniture de matériel nécessaire à la maintenance et à l'entretien des installations



courants faibles, objets de la composante 1 pour le CHU de Montpellier

**Composante 3** : Fourniture de matériel et prestations associées pour l'extension des réseaux du CHU de Montpellier (hors gros équipement)

### 3 - 3 - Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

## ARTICLE 4 - PROCEDURE

### 4 - 1 - Type de procédure

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

### 4 - 2 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des propositions est de six mois à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions sur la page de garde du présent règlement.

### 4 - 3 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- l'acte d'engagement et ses annexes :
  - « Bordereau de prix »
  - « Ristourne »
  - « Détail Quantitatif Estimatif » DQE
- le Règlement de la Consultation et ses annexes :
  - Adresse électronique
  - Modalité d'obtention
  - Note relative à la dématérialisation des factures
  - Documents et attestations à fournir par le candidat attributaire.
- le cahier des clauses administratives particulières dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses annexes :
  - Cadre de réponses- Développement Durable
  - Développement durable
  - Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers
  - Pénalités
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes :
  - Annexe 1 - « Parc des réseaux du CHU de Montpellier »
  - Annexe 2A « Principe et normalisation de la maintenance à effectuer par réseau ou équipement »
  - Annexe 2B « Détail de la maintenance à effectuer par réseau ou équipement et extensions pour le CHU de Montpellier »
  - Annexe 3 - « Liste des structures extériorisées du CHU de Montpellier »
  - Annexe 4 « ANNEXE 4 AU CCTP - CADRE DE REPONSES »



-L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » à compléter et signer

- les formulaires "Lettre de candidature - désignation du mandataire par ses co-traitants", "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement", "Déclaration de sous-traitance".

#### **4 - 4 - Modalités d'obtention du dossier de consultation par voie électronique**

Se reporter à l'annexe relative à la dématérialisation des procédures.

#### **4 - 5 - Modifications des détails du dossier de consultation**

La personne publique se réserve le droit d'apporter au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### **4 - 6 - Compléments à apporter au cahier des charges**

Les candidats n'ont pas à apporter de compléments au cahier des charges.

#### **4 - 7 - Renseignements complémentaires**

Les candidats pourront jusqu'à 10 jours avant la date limite de réception des offres, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires concernant la consultation sur la plateforme Place à l'adresse indiquée en page de garde du présent document.

#### **4 - 8 - Unité monétaire**

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché public dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

#### **4 - 9 - Mode de financement et de règlement**

Les prestations seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique. Le financement sera basé sur le budget du CHU.

Le règlement des dépenses se fera par mandat administratif suivi d'un virement.

Le paiement interviendra dans un délai maximum de 50 jours

### **ARTICLE 5 - ESSAIS VISITES ET DEMONSTRATIONS**

#### **5 - 1 - Essais ou démonstrations**

Sans objet.

#### **5 - 2 - Visite des locaux**

Le CHU organise des visites de ses locaux et des installations concernées par la consultation, avant la remise des offres.



☒ Oui ☐ Non

Les visites sont :

- ☐ OBLIGATOIRES sous peine de rejet de l'offre  
☒ FACULTATIVES (mais vivement recommandées)

Les visites sont ☒ collectives ☐ individuelles.

Les visites sont limitées à un nombre de personnes maximum

- ☐ OUI :  
☒ NON

La date et l'heures suivantes sont proposées :

Le rendez-vous est fixé au

Mardi 11 mars 2025 de 10h00 à 11h30.

Le rendez-vous est fixé devant le :

Centre Administratif André Bénéch  
 191 avenue du Doyen Gaston Giraud  
 34295 Montpellier cedex 5

**Le contact CHU pour cette visite sera M. MARTINEZ au ☎ 04 67 33 93 17 / 06 65 84 99 99**

Les candidats peuvent poser des questions, après la visite, et dans le respect du délai mentionné à l'article 4.7, sur le profil acheteur, à l'adresse indiquée en page de garde du présent document, le CHU y répondra sur le profil acheteur.

## ARTICLE 6 - MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES

### 6 - 1 - Dispositions relatives aux sous-traitants

Le titulaire d'un marché public de travaux, services ou fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service est habilité à sous - traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, et signé le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur).

### 6 - 2 - Dispositions relatives aux groupements

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.



A l'attribution du marché public,

La personne publique n'imposera aucune forme de groupement.

**Il est rappelé qu'une même personne ne peut pas représenter plus d'un candidat pour un même marché public.**

### 6 - 3 - Présentation des plis

Les candidats devront obligatoirement remettre leurs plis de candidatures et d'offres sous forme dématérialisée, sous peine de voir leur offre qualifiée d'irrégulière (articles L.2132-2 et R 2132-7 du code de la commande publique)



Une transmission sur support physique électronique (type clé USB, CD-Rom ...) n'est pas considérée comme dématérialisée.



Une signature manuscrite scannée et apposée sur un document n'est pas considérée comme une signature originale. Elle n'a pas de valeur juridique.



Il est souhaitable que les candidats respectent les noms de fichiers et l'indexation suivante : <nom du fichier>\_ <nom du fournisseur> conformément au tableau joint en annexe au règlement de la consultation « modalités d'obtention du dossier de consultation et de remise de l'enveloppe candidature et offre par voie dématérialisée ».

### 6 - 4 - Contenu des plis

Le pli du candidat contient **IMPERATIVEMENT** les documents suivants obligatoirement présentés en français ou accompagnés d'une traduction en français

CANDIDATURES	OFFRES
<p>- DUME</p> <p>Ou</p> <p>- Lettre de candidature et désignation du mandataire par ses co-traitants : formulaire joint ou formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent</p> <p>et</p> <p>- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (formulaire joint ou formulaire de type DC2 en vigueur ou équivalent)</p> <p>NOTA : En cas de candidature groupée, le formulaire "Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement" joint (ou formulaire DC2 en vigueur) devra être rempli par chaque membre du groupement.</p> <p><b><u>Capacités professionnelles et techniques</u></b></p>	<p>- <u>L'acte d'engagement</u> à compléter, dater et signer électroniquement par le(s) représentant(s) qualifié(s) du ou des prestataires. Le candidat qui n'aura pas signé électroniquement son acte d'engagement verra son offre qualifiée d'irrégulière.</p> <p>- Dans l'hypothèse où, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques ou financières d'un ou plusieurs sous-traitants, <u>le ou les actes de sous-traitance</u> du ou des opérateurs économiques sur le(s)quel(s) il s'appuie, à compléter dater et signer électroniquement par les représentants qualifiés des prestataires (soumissionnaire et sous-traitant(s)). Le candidat qui n'aura pas transmis un acte de sous-traitance signé électroniquement verra son offre qualifiée d'irrégulière.</p> <p>Préciser l'adresse de messagerie électronique dans l'acte</p>



Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

### **Capacité économique et financière**

-Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

- Pouvoir de signature de la personne habilitée

d'engagement

ET

Les annexes à l'acte d'engagement dûment complétées :

- L'annexe 1 de l'acte d'engagement : « bordereau de prix »,
- L'annexe 3 « Ristourne »
- L'annexe 1 au CCAP « Cadre de réponse Développement Durable »

- L'annexe du C.C.T.P. dûment renseignée : Cadre de réponses

Fournir de préférence le document en .pdf.

- L'attestation sur l'honneur « sanctions russes » complétée et signée
- Le catalogue du fournisseur et les catalogues constructeurs : Ces documents pourront être remis au plus tard à la notification du marché par l'attributaire.

En application du code du travail, les candidats doivent indiquer si, dans le cadre de l'exécution du marché public, ils ont l'intention d'avoir recours à des salariés détachés.

La déclaration de détachement doit être conforme aux dispositions de l'annexe au CCAP « Obligations réglementaires en matière de de détachement de salariés étrangers ».

### ***POUR LA CANDIDATURE :***

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière, par tout autre moyen.

Le candidat précisera également la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous-traitants, il devra produire les pièces relatives à ces intervenants visés au présent article ci-dessus.

### ***POUR L'OFFRE :***

En cas d'absence ou d'incomplétude d'une ou plusieurs pièces, l'offre du candidat sera déclarée irrégulière. En application des dispositions de l'article R2152-2 du code de la commande publique, l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

La régularisation des offres irrégulières ne peut avoir pour effet d'en modifier les caractéristiques substantielles.





## **Remplissage de l'Annexe 1 à l'AE « Bordereau de Prix Unitaire » :**

- Un prix à 0,00 € HT est considéré comme un prix renseigné et non comme un prix manquant.

### ➤ Particularités de la composante 2 prix unitaires ("C2 Bordereau de prix unitaire")

Un nombre de lignes non renseignées est toléré à hauteur de 5 % (nombre arrondi à l'unité supérieure) du nombre total de lignes constituant le bordereau. En cas de dépassement de ce seuil de tolérance, l'offre sera déclarée irrégulière et rejetée.

Le candidat a la possibilité de proposer **des équivalences en cas de matériels obsolètes ou équivalence par rapport au modèle indiqué au BPU**. Pour cela, il doit remplir la colonne "Equivalence proposée en cas d'obsolescence du matériel ou du modèle indiqué au BPU " du bordereau et joindre impérativement la fiche technique de chaque matériel proposé afin que le Maître d'Ouvrage valide l'équivalence proposée. Toute absence de fiche technique ou non validation de l'équivalence par le pouvoir adjudicateur entraînera une non-validation de ligne, laquelle sera par conséquent considérée comme non renseignée.

Si un prix est manquant pour tous les candidats, ou pour le candidat s'il est seul sur le lot, la ligne concernée sera retirée de l'analyse.

Les lignes confirmées obsolètes par le fabricant et pour lesquelles aucunes équivalences existent, ne seront pas à renseigner.

En cas de lignes confirmées obsolètes par le fabricant et sans équivalences possibles, toutefois renseignées par un candidat, celles-ci ne rentreront pas dans l'analyse.

### ➤ Remplissage de de l'onglet C3 - remise catalogues constructeurs :

Le candidat doit renseigner l'ensemble des pourcentages rattachés aux catalogues listés par le pouvoir adjudicateur.

Tout pourcentage non renseigné sera considéré comme égal à 0%.

- Les catalogues fournisseur objet de la composante 3 sont à fournir obligatoirement au plus tard à la notification du marché.

Il est rappelé au candidat que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

## **6 - 5 - Envoi et réception des plis**



L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en cas d'envois successifs, seul le dernier pli reçu sera ouvert. Les autres plis, précédemment déposés par l'opérateur économique, seront rejetés sans avoir été ouverts.

**En conséquence, en cas d'omission d'une pièce constituant le dossier de candidature et/ou d'offre, le candidat devra, pendant la période de remise des offres, renvoyer l'intégralité de son dossier de candidature et d'offre.**



**LE DEPOT DES OFFRES SE FERA EXCLUSIVEMENT SUR LE SITE DE LA PLATEFORME  
DES ACHATS DE L'ETAT A L'ADRESSE FIGURANT EN PAGE DE GARDE DU PRESENT DOCUMENT**

Les dépôts de plis effectués par erreur en dehors du profil acheteur ou dans des espaces du profil acheteur non spécifiquement dédiés à la présente consultation ne pourront pas être opposables au pouvoir adjudicateur qui, de bonne foi, ne pouvait en avoir connaissance.

**Seuls pourront être ouverts les plis reçus au plus tard à la date et l'heure limites indiquées dans l'avis d'appel public à la concurrence et en page de garde du présent document.**

Se reporter à l'annexe concernant la dématérialisation des procédures.

**REMISE D'UNE COPIE DE SAUVEGARDE**

Le candidat dispose de la faculté d'envoyer une copie de sauvegarde de sa réponse par voie dématérialisée (Cf. annexe relative à la dématérialisation des procédures).

Cette copie de sauvegarde devra être remise contre récépissé ou, si elle est envoyée par la poste par tout moyen donnant date et heure certaine (RAR, Transporteur...) et parvenir à destination impérativement avant la date et heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. L'expéditeur devra tenir compte des aléas de la distribution du courrier, et de la fermeture des services administratifs hospitaliers les samedis, dimanches et jours fériés pour s'assurer de la remise de la copie de sauvegarde dans les délais impartis.

Adresse postale de réception de la copie de sauvegarde :  
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER  
Direction des Achats et Approvisionnements  
Secteur NTIC  
1 place Jean Baumel  
Centre Bellevue  
34295 Montpellier Cedex 5

**ARTICLE 7 - VERIFICATION DES CONDITIONS DE PARTICIPATION DES CANDIDATS**

L'acheteur vérifiera que les candidats ne relèvent pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché, satisfont aux conditions de participation à la procédure, peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur.

Si, en application des dispositions de l'article R 2143-4 du code de la commande publique, le candidat a présenté sa candidature sous la forme d'un Document Unique de Marché Européen, il devra, s'il est désigné attributaire, fournir toutes les informations et justificatifs demandés à l'article 6.4 du présent document, permettant d'apprécier qu'il dispose de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché public.

De plus, les candidats sont informés qu'à tout moment, afin d'assurer le bon déroulement de la procédure, le pouvoir adjudicateur peut demander à un soumissionnaire de fournir tout ou partie des certificats et documents justificatifs requis, si ceux-ci n'ont pas été fournis lors du dépôt.

En cas de cotraitance ou de sous-traitance, les candidatures seront vérifiées à partir de l'ensemble des capacités et qualités des membres du groupement, y compris celles des sous-traitants (sous réserve, dans ce dernier cas, de la remise par le candidat, en cas de sous-traitance annoncée dans son dossier de candidature, d'un acte de sous-traitance comme indiqué à l'article 6.4).

## ARTICLE 8 - EXAMEN, ANALYSE ET CLASSEMENT DES OFFRES

L'analyse des offres sera effectuée à partir des critères suivants pondérés :

CRITERES	PONDERATION
<b>1 - VALEUR TECHNIQUE</b>  <i>Sous critère 1</i> – Moyens humains  <i>Sous critère 2</i> – Moyens matériels  <i>Sous critère 3</i> – Organisation des prestations proposées  <i>Sous critère 4</i> – Organisation du pilotage et du suivi de l'activité	<b>45%</b> - Appréciée à partir de l'annexe 1 du CCAP « Cadre de réponses - Technique »  30%  10%  40%  20%  Une note sera attribuée de la façon suivante :  Chaque sous-critère sera noté de 1 à 5 selon l'échelle suivante : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Très satisfaisant : 5</li> <li>- Satisfaisant : 4</li> <li>- Acceptable : 3</li> <li>- Insuffisant : 2</li> <li>- Inacceptable : 1</li> </ul> La note obtenue pour chaque sous-critère est pondérée par le pourcentage de pondération associé.  La note technique obtenue au critère 1 est la somme des notes pondérées des sous critères  La note du critère est obtenue selon le calcul suivant : Note technique obtenue par le candidat / Note technique maximale pouvant être obtenue (100) * 45%
<b>2 - PRIX</b>  <i>Sous critère 1</i> - prix forfaitaire de la composante 1  <i>Sous critère 2</i> - Prix de la composante 2	<b>45 %</b> (apprécié à partir de l'annexes 1 –Bordereau de prix de l'acte d'engagement)  <b>45%</b> Une note sera attribuée en appliquant la formule suivante : Montant annuel de la maintenance TTC le plus bas / Montant annuel de la maintenance TTC proposé par le candidat * le coefficient de pondération  <b>35%</b> <b>Modalités de calcul de la composante 2:</b> Somme des prix unitaires des matériels proposés par les candidats x la volumétrie estimative annuelle  La note de ce sous-critère sera calculée selon les modalités suivantes :

<p><b>Sous-critère 3 – Remise sur catalogue constructeur (composante 3)</b></p> <p><b>Sous-critère 4 – Prix des prestations d'installations associées (composante 3)</b></p>	<p>Sommes des montants TTC les plus bas / somme des montants TTC proposé par le candidat *35</p> <p>En cas de lignes dont le prix n'a pas été renseigné ou en cas de lignes dont l'équivalence n'a pas été validée, le prix le plus cher constaté sur l'ensemble des candidats pour ces lignes sera attribué au candidat dans le calcul pour l'analyse. Si un prix est manquant pour tous les candidats, ou pour le candidat s'il est seul sur le lot, la ligne concernée sera retirée de l'analyse</p> <p>En cas de lignes confirmées obsolètes par le fabricant et sans équivalences possibles, toutefois renseignées par un candidat, celles-ci ne rentreront pas dans l'analyse.</p> <p><b>10%</b></p> <p>Pourcentage de remise moyen du candidat / Pourcentage de remise moyen le plus élevé * le coefficient de pondération</p> <p>Tout pourcentage non renseigné sera considéré comme égal à 0%.</p> <p><b>10%</b></p> <p>Sommes des prix TTC le plus bas / Somme des prix TTC du candidat * le coefficient de pondération</p>
<p><b>3 – ENVIRONNEMENT</b></p> <p>Chaque question sera notée selon l'échelle suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Insuffisant ou absence de réponse : 0</li> <li>- Réponse acceptable ou partielle : 0.5</li> <li>- Réponse satisfaisante : 1</li> </ul>	<p><b>10%</b> - Appréciée à partir de l'annexe 1 du CCAP « Cadre de réponses - Environnement »</p> <p>Une note sera attribuée de la façon suivante : Somme des Notes obtenues par le candidat / Note maximale pouvant être obtenue (19) * 10.</p>

### Concernant l'onglet C2 de l'annexe 1 à l'acte d'engagement :

Dans le cadre de la mise au point de l'accord-cadre à bons de commande, le candidat devra fournir l'intégralité des prix manquants ou non validés (en cas d'équivalences). Ces prix ne pourront pas être supérieurs à ceux attribués au candidat dans le cadre de l'analyse.

Dans le cas de lignes obsolètes sans équivalence possible, ces lignes ne feront pas l'objet d'une mise au point de marché public.

Une note finale correspondant à la somme des notes obtenues par critère sera établie.

Le candidat qui aura obtenu la meilleure note sera classé en premier.

## ARTICLE 9 - VARIANTES

### 9 - 1 - Variantes à l'initiative des soumissionnaires (variantes libres)

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.



## 9 - 2 - Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur (PSE obligatoires ou facultatives ou solutions alternatives)

Il n'y a pas de variantes proposées par l'acheteur.

### ARTICLE 10 - ATTRIBUTION DU MARCHE PUBLIC

Conformément aux articles L2141-2 et 3, R2143-7 à 10 et R 2144-4 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public devra transmettre les éléments et attestations qui justifient qu'il ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

En cas de sous-traitance, le candidat doit transmettre ces documents pour le ou les sous-traitants.

En application de l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique, Les candidats authentifiés pourront déposer et rendre accessibles leurs certificats, à jour, dans leur coffre-fort électronique.

Celui-ci se trouve sur la page d'accueil de la plateforme PLACE :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Il n'est pas nécessaire de déposer également ces certificats dans l'offre : ils seront accessibles, à la condition que le moyen d'accès au coffre-fort ait été précisé dans l'offre.

Les certificats concernés sont les suivants :

L'impôt sur le revenu, les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;

Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivré par l'agence centrale des organismes de sécurité sociale ;

Conformément à l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire devra être transmise à la notification du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

En cas d'absence de certificats valides, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

### ARTICLE 11 - NOTIFICATION DU MARCHE PUBLIC

La notification consiste en l'envoi d'une copie de l'accord cadre au titulaire via la plateforme électronique <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

## ARTICLE 12 - ARTICLE 13 - RECOURS CONTENTIEUX

### 12 - 1 - Instances chargées des procédures de recours contentieux

#### Tribunal administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER CEDEX 02

Tel : 04 67 54 81 00

Fax : 04 67 54 74 10

Toute demande d'informations sur les voies et délais de recours doit être formée auprès de la présente juridiction.

### 12 - 2 - Introduction des recours contentieux

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les candidats évincés dans un délai de 2 mois à compter de la date de publication de la décision de signer le marché public.